

Solidaires



ET INTERNATIONALISTES!

#118

février 2023

Spécial Ukraine

Cela fait maintenant un an que Poutine a déclaré à l'Ukraine une guerre totale. Solidaires s'est investie de façon importante dans la solidarité militaire et matérielle avec la population, les travailleurs et travailleuses d'Ukraine et leurs syndicats. De nombreuses initiatives auront lieu en cette fin février. **À Paris un meeting organisé par le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine se tiendra le 23 février à la Bourse du travail et une manifestation le 25, à Lyon les 24 et 25 février... Yuri Samoïlov que nous avons rencontré lors des convois auxquels nous avons participé en mai et septembre en Ukraine vient en Europe faire une tournée de réunions publiques fin février et début mars.** Il sera présent dans ces deux villes pour des prises de parole.



Union
syndicale
Solidaires

Bulletin de la commission internationale de l'Union syndicale Solidaires
31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris · (33) 1 58 39 30 20
contact@solidaires.org · solidaires.org

Pour la paix, troupes russes hors de toute l'Ukraine !

Il y a un an, les troupes de Poutine ont envahi le territoire ukrainien. Depuis, c'est la guerre. Syndicalistes, nous sommes profondément attaché-es à la paix entre les peuples. Une paix juste et durable ne peut se faire en entérinant l'agression qui a déclenché la guerre. Pour obtenir la paix, il faut que les troupes russes quittent le territoire ukrainien. Tout autre solution, notamment celle d'une paix actant l'invasion russe, reviendrait à valider l'agression militaire, l'occupation, les enlèvements d'enfants, les déportations de population...

Syndicalistes, travailleurs et travailleuses, notre première démarche a été de chercher à savoir ce que disaient, ce que faisaient, ce dont avaient besoin les travailleurs et travailleuses, les syndicalistes touché-es par la guerre. En Ukraine, mais aussi en Russie et au Belarus. Depuis un an, nous marquons notre solidarité avec le peuple biélorusse confronté à une répression féroce et avec celles et ceux qui résistent, désobéissent au régime de Poutine en Russie. Nous relayons les demandes de nos camarades syndicalistes d'Ukraine, dont la priorité est la lutte contre l'armée russe d'occupation et qui mènent en parallèle des luttes contre les mesures des patrons et du gouvernement ukrainiens qui profitent de la situation pour accentuer l'exploitation. Nous avons organisé plusieurs convois syndicaux pour apporter de l'aide matérielle, financière et rencontrer les personnes sur place : dans le cadre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes et avec l'intersyndicale française.

On imagine sans mal le déséquilibre des forces militaires entre la Russie et l'Ukraine. Mais la résistance populaire ukrainienne fait que la victoire éclair prévue par le pouvoir russe n'a pas eu lieu. Dans cette situation, **refuser au peuple ukrainien ce dont il a besoin pour se défendre, c'est décider qu'il doit être massacré et soumis par l'armée d'occupation.**

Fallait-il réclamer le désarmement du peuple algérien pour mettre fin plus vite à la Guerre d'Algérie due à l'occupation française ? Fallait-il empêcher l'armement du peuple vietnamien pour que cesse la guerre du Vietnam provoquée par l'intervention états-unienne ? Au nom de la paix, faut-il exiger que les peuples kurde, palestinien ou sahraoui cessent de se battre contre les agressions qu'ils subissent ? Non ; en Ukraine non plus, il ne faut pas inverser les rôles. Un peuple se défend contre une agression impérialiste.

Les crimes de l'impérialisme russe disculpent-ils les autres impérialismes, à commencer par le plus puissant, les Etats-Unis ? Bien sûr que non. Et nous continuons à soutenir celles et ceux qui le combattent. De même, vis-à-vis de l'OTAN. Nous n'avons pas attendu les « pacifistes » pro-Poutine pour dénoncer l'action de l'OTAN, depuis

des années, en participant à des manifestations pour sa dissolution et contre ses méfaits aux quatre coins du monde. Mais comme le disent des camarades ukrainien-nes « on ne choisit pas toujours ceux qui acceptent de nous aider ». Que des forces sociales et syndicales soutiennent le combat du peuple et des travailleur-euses d'Ukraine avec leurs moyens solidaires, militants et financiers, est la meilleure chose pour que cet appui des grandes puissances et de l'OTAN ne se paie pas au prix fort à la fin de cette guerre. En faisant de la sorte c'est encore et toujours l'indépendance des travailleur-euses dans leur combat que nous contribuons à renforcer.

L'augmentation des budgets militaires, la militarisation accrue de la société sont inacceptables. La part des armes livrées (et facturées) à l'Ukraine est infime dans les budgets militaires démentiels. Ce n'est pas à cause de l'aide à l'Ukraine que sont mis à mal retraites, hôpitaux, salaires, écoles, etc. : c'est à cause des profits énormes confisqués par une minorité. Il est scandaleux de prendre prétexte de cela pour appeler, de fait, le peuple ukrainien à accepter l'agression de Poutine. Oui, les budgets militaires sont démesurés et nous avons d'autres priorités ! Alors, attaquons-nous à la militarisation, à la production et aux ventes d'armes françaises notamment à des dictatures comme les Emirats, l'Arabie Saoudite, qui s'en sont servi dans une guerre qui a fait des milliers de morts au Yémen, à l'Egypte qui les a utilisées contre son propre peuple... Dénonçons l'embrigadement de la jeunesse, là où nous sommes : en France et dénonçons la présence de l'armée française de plus en plus contestée en Afrique pour son inefficacité à protéger les populations et sa pratique néocoloniale.

**Soutien à la résistance syndicale et populaire ukrainienne !
Solidarité avec le peuple biélorusse réprimé ! Soutien aux hommes et aux femmes qui désobéissent en Russie !**



RETOUR SUR LE CONVOI INTERSYNDICAL POUR L'UKRAÏNE DE JANVIER 2023

Une délégation de l'intersyndicale française, constituée de 10 personnes s'est rendue en Pologne à proximité de la frontière ukrainienne, pour remettre du matériel à des délégations de la FPU et de la KVPU le 27 janvier 2023.

L'intersyndicale française CGT, CFDT, CFE-CGC, CFTC, FSU, UNSA, Solidaires, FO s'est constituée rapidement après le début de la guerre en Ukraine, affirmant leur opposition à la guerre et leur solidarité avec la population d'Ukraine et dénonçant l'invasion des troupes russes.

L'intersyndicale française affirmait, dès les premiers mois de la guerre, condamner l'invasion perpétrée par le régime russe, décidant de joindre leurs efforts pour rendre effective la solidarité :

- avec la population d'Ukraine qui résiste à l'agression, avec les travailleuses et travailleurs et les organisations syndicales ukrainiennes.
- avec les réfugié-es qui par centaines de milliers fuient le conflit. Les frontières européennes doivent être ouvertes et l'assistance garantie pour l'ensemble des réfugié-es, quelles que soient leur nationalité ou leur couleur de peau.
- avec celles et ceux qui en Rus-

sie et au Bélarus s'opposent à la guerre, bravant la répression politique. Notamment avec nos camarades et dirigeant-es du syndicat d'opposition belarus BKDP, emprisonné-es depuis près de deux mois pour s'être prononcé-es activement en faveur de la paix.

En décidant de joindre leurs efforts pour rendre effective la solidarité, nos organisation syndicales ont organisé un convoi pour soutenir les deux organisations syndicales d'Ukraine KVPU et FPU. Ainsi depuis le printemps, du matériel à destination principalement des centres d'hébergement des réfugié-es à



l'intérieur du pays, à la demande des syndicalistes ukrainien-nes, a été collecté.

Une première initiative de l'intersyndicale avait eu lieu fin juin 2022 avec l'acheminement de deux camionnettes aux deux principaux syndicats ukrainiens :

<https://vu.fr/mkPB>

Des centaines de syndicats et de syndicalistes à travers la France ont contribué financièrement à cette collecte, des dons directs ont été obtenus par des équipes syndicales dans les entreprises. La majeure partie du matériel collecté (générateurs, produits alimentaires, d'hygiène, vêtements chauds, électroménager...) a été envoyée en décembre 2022 à la frontière polonaise (une centaine de palettes).

Une délégation de l'intersyndicale française, constituée de 10 personnes s'est rendue donc en Pologne à proximité de la frontière ukrainienne, pour remettre ce matériel à des délégations de la FPU et de la KVPU le 27 janvier 2023.

Nous avons été reçu-es par la mairie de Narol et nous avons eu l'occasion d'échanger avec nos camarades de la FPU et de la KVPU qui étaient venu-es charger les 2 camions avec la centaine de palettes stockée depuis fin décembre dans ce village proche de la frontière Ukrainienne. Ces échanges ont été très forts.

Ces liens que nous tissons sont décisifs pour ceux et celles qui travaillent à maintenir l'activité économique dans leur pays, ceux et celles qui ont décidé de se battre pour rejoindre la défense civile, et aussi ceux

et celles qui résistent aux politiques du gouvernement Zelensky qui entendent profiter de la situation pour remettre en cause des éléments déterminants du code du travail. Nous le savons parce qu'ils et elles nous l'ont dit à plusieurs reprises.

Lorsque les camions chargés ont traversé la frontière le 28 janvier, nos camarades d'Ukraine nous ont remercié-es pour la solidarité et nous ont dit que nous avons accompli un acte essentiel.

**Nous sommes fières de cette solidarité en actes des travailleuses et travailleurs !
Vive la solidarité syndicale et internationale !**

Qui sont les 2 syndicats ukrainiens avec lesquels nous sommes en lien ?

FPU

Principale organisation syndicale interprofessionnelle ukrainienne. Elle est implantée dans tous les secteurs et sur tout le territoire du pays. Elle était historiquement le syndicat officiel avant la chute du régime soviétique et a hérité d'une partie des infrastructures de l'ancien syndicat unique. Elle est désormais indépendante des organisations politiques et des gouvernements successifs. Elle compte 3,4 millions de membres, plus de trente fédérations de branches ou syndicats nationaux et 24 Unions régionales. Depuis le déclenchement de la guerre, un grand nombre de ses membres sont engagés dans la défense territoriale ou mobilisés dans les forces armées. La FPU organise la solidarité et la distribution des aides humanitaires et a ouvert son réseau d'une vingtaine de centre de vacances à plusieurs milliers de réfugiés en provenance des régions orientales et méridionales occupées par l'armée russe ou proches de la ligne de front..

KVPU

C'est une organisation syndicale interprofessionnelle ukrainienne qui compte environ 300 000 membres. Constituée au début des années 90, elle a longtemps contesté l'histoire et la filiation de la FPU. Sur la dernière période et avant même le déclenchement de la guerre, elle recherche de plus en plus l'unité syndicale pour s'opposer aux réformes anti-sociales, réduisant les garanties individuelles et collectives ou limitant les libertés syndicales. Elle est principalement implantée dans l'Est du pays, dans le secteur minier, la métallurgie ou auprès des cheminots. L'union syndicale Solidaires développe en particulier des relations de solidarité avec la KVPU de Kryvyi Rih, région industrielle qui abrite un gigantesque complexe métallurgique. Cette section régionale, forte de plusieurs milliers de membres anime un syndicat de masse, de lutte et de classe qui regroupe principalement des mineurs et des métallos.

Contribuer encore à la solidarité financière et matérielle

40 syndicats et fédérations ou Solidaires locaux membre de l'Union syndicale Solidaires ont apporté une aide qui vient s'ajouter aux nombreux dons individuels. La solidarité continue et ne s'arrête pas à ces deux convois. Nous continuons de réaliser des achats, il nous faut des fonds supplémentaires.

Nous appelons donc les fédérations, syndicats nationaux ou départementaux, Solidaires locaux à contribuer à leur mesure, à faire l'information auprès de leurs adhérent·es, des travailleurs et travailleuses de leurs entreprises et services. Dans certains secteurs, il est possible aussi de récolter du matériel, c'est notamment ce qu'a fait l'intersyndicale dans la santé.

L'intersyndicale interprofessionnelle CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, FSU et Solidaires fait passer le message dans tous les secteurs pour essayer de débloquent de moyens, n'hésitez pas à solliciter les autres syndicats dans vos cadres intersyndicaux !

Il est possible aussi de solliciter les CSE, en s'appuyant sur le fait que l'intersyndicale nationale permet une unité syndicale large autour du projet de convoi. Ceux-ci ont

la possibilité de dégager des fonds pour des actions sociales de solidarité qui pourront donner lieu à des initiatives sur les lieux de travail au retour du convoi, en s'appuyant par exemple sur un film qui devrait être réalisé à cette occasion.

Comment participer ?

L'association « Convoi syndical » qui a participé à de nombreuses actions de solidarité héberge nos dons.

Les syndicats, sections syndicales, syndicalistes, travailleurs et travailleuses peuvent :
- faire un chèque à l'ordre de « Convoi syndical » et l'envoyer à Solidaires,

31 rue de la Grange aux belles, 75010 Paris (en indiquant « convois syndicaux » sur l'enveloppe) OU

- effectuer un virement sur le compte du Convoi syndical : FR12 2004 1000 0127 9649 6A02 006 – PSSTFRPPPAR.

La Banque postale Centre financier Paris.

Des ouvrages



Les patrons utilisent la guerre pour retirer des droits aux travailleurs et travailleuses

Entretien avec Yuri Samoïlov, président du syndicat des mineurs et responsable de l'Union interprofessionnelle de la région de Kryvyi Rih de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU), 25 décembre 2022.

Yuri, merci beaucoup de prendre le temps de nous répondre dans les conditions difficiles où vous vous trouvez à cause de la guerre. Pour commencer, pouvez-vous nous dire quelques mots sur vous et votre rôle dans le mouvement syndical à Kryvyi Rih ?

Je m'appelle Yuri Samoïlov et je suis le président du Syndicat Indépendant des Mineurs de la ville de Kryvyi Rih. De plus, je représente la Confédération Locale des Syndicats Indépendants, qui inclut également des cheminots, des enseignants, des soignants et des travailleurs de l'industrie des services. Actuellement, le Syndicat des Mineurs comprend aussi des travailleurs de la métallurgie, et des travailleurs du secteur médical.

Quand votre organisation a-t-elle été fondée ?
A Kryvyi Rih, on l'a fondée en 1992.

Qui sont les employeurs les plus importants, ou les entreprises les plus grandes à Kryvyi Rih, hormis Arcelor Mittal, que nous connaissons tous ?

Il y a des mines, des fabriques et des usines sidérurgiques possédées par des oligarques ukrainiens : Yaroslavsky, Kolomoïsky et Akhmetov. Quand on se met en grève, on entre en conflit avec ces trois oligarques.

Et est-ce que vos organisations sont présentes à Arcelor Mittal ?

A Arcelor Mittal on a un comité d'environ 400 personnes, dont des employé.es d'entreprises de sous-traitance. Il y a environ mille personnes qui sont employées directement par Arcelor Mittal, et dans la sous-traitance il peut y avoir jusqu'à 20 000 personnes. La plupart travaillent dans des entreprises locales. Actuellement nous avons deux comités là-bas.

Combien votre syndicat compte-t-il de membres à Kryvyi Rih ?
Environ 2400.

Vous nous avez indiqué qu'il y avait des grèves chaque année à Kryvyi Rih, quand a eu lieu la dernière ?

La dernière grande grève a eu lieu en 2020, avec un groupe de mineurs qui est resté

46 jours sous terre. Au départ ils étaient environ 500, et à la fin de la grève il y avait environ 50 personnes sous terre. De plus, il y a eu des manifestations, on a investi le palais présidentiel, c'est-à-dire qu'on est allés à Kyiv pour une entrevue avec le président. Il y a eu des affrontements avec la police. Nous nous battions pour une augmentation des salaires de 30 % et le maintien de la protection sociale pour les mineurs et les mineuses. Les patrons se sont imaginés qu'aujourd'hui le travail dans les mines, sous terre, n'est plus dangereux, que les mineurs ne travaillent plus dans des conditions difficiles et dangereuses, et c'est ce qui a provoqué le conflit. Ce conflit est toujours en cours, simplement en ce moment il est dans une phase silencieuse. Je pense que dans les deux ans à venir, cette histoire de remise en cause de la protection sociale va se répéter. Maintenant les patrons utilisent la situation de la guerre pour retirer des droits et des garanties aux travailleurs, à la fois financiers et sociaux.

Quelle est la situation actuelle de l'industrie à Kryvyi Rih ?

L'industrie fonctionne à environ 30 % de sa capacité. Certains travailleurs sont au chômage technique. Là où nous sommes présents avec le syndicat, les choses se font d'une manière plutôt civilisée, mais là où nous ne sommes pas présents, les travailleurs sont tout simplement jetés dehors, et ils ne touchent pas leur salaire. Beaucoup d'hommes de Kryvyi Rih servent dans l'armée. Les gens vivent un stress permanent, parce qu'en ce moment il peut y avoir « du travail » pour « de l'argent ». J'insiste sur le mot « du », sur l'incertitude. Il se peut aussi bien qu'il n'y ait ni travail ni argent du tout. Il y a beaucoup de personnes déplacées, de réfugié-es, dans la ville. Qui viennent de Zaporizhzhia, de la région de Donetsk. La plupart cherchent du travail. Cela cause aussi une forme de pression, parce que les patrons savent qu'ils peuvent toujours trouver quelqu'un à embaucher, surtout dans les petites entreprises. Les salaires sont maintenant réduits presque partout.

Quel salaire touchent les travailleurs pendant les périodes d'arrêt de l'activité ?

Environ la moitié de ce qu'ils touchaient en travaillant. voire rien du tout.

Et c'est légal ?

Oui, maintenant c'est légal. Certaines des garanties sociales ont été retirées aux travailleurs au niveau de la Verkhovna Rada (le parlement ukrainien), par les autorités.

Comment les relations de travail et les salaires ont changé depuis la guerre, pour les travailleurs et travailleuses qui ont toujours leur emploi ?

Si on parle de façon globale, il existe un fond de protection des travailleurs, grâce auquel peut-être que certains verront leur salaire maintenu. Mais pour la plupart des travailleurs, le salaire a été réduit. C'est dû principalement au fait que certaines allocations et primes ont été réduites ou complètement retirées.

Comment les horaires de travail ont-ils changé ?

C'est très variable, par exemple certaines personnes travaillent seulement deux ou trois jours par semaine. D'autres travaillent douze heures par jour, six jours par semaine. La législation en général n'est plus appliquée ici. Les mineurs travaillent sous terre non plus sept heures d'affilée, mais dix heures. A la surface, les gens travaillent douze heures. Les employeurs justifient ça par le couvre-feu. Depuis six mois maintenant, ils ne parviennent pas à adapter la logistique au couvre-feu, et ils ne le feront de toute façon pas. A la place, dans les entreprises on s'adapte du mieux qu'on peut. Les travailleurs font des postes plus longs sous terre. On a un couvre-feu dans la ville de 22 h à 6 h du matin.

Et il n'y a pas de laissez-passer spéciaux pour circuler pendant le couvre-feu ?

Non. C'est difficile d'établir quoi que ce soit à ce sujet, c'est déjà une question militaire.

Et quelles sont les tâches principales des syndicats de Kryvyi Rih en ce moment ?

Tout comme au début de la guerre, notre tâche est d'aider les membres de nos syndicats qui servent maintenant dans l'armée. Je dirais ceci,

l'approvisionnement de l'armée à un niveau aussi élémentaire que les vêtements et équipements pour le froid, a besoin de s'améliorer. L'hiver a déjà commencé, et il est rude. Avant la guerre, un employeur n'avait pas le droit de licencier un salarié sans l'accord du syndicat. Maintenant, on leur a donné ce droit et ils sont très impatients de l'utiliser. Ils disent qu'il n'y a pas de travail, et ça suffit, ils n'ont pas à donner de raison pour le licenciement. Elon Musk serait content, parce que ce sont ses méthodes, la libéralisation des relations de travail.

Mais que font encore les syndicats ? Parfois, par exemple, différentes personnes m'appellent et me disent « un membre de ma famille est mort au front et son corps est quelque part dans une zone neutre pas loin de la ville, viens m'aider à aller le récupérer ». Vous voyez, en Europe, les syndicats pourraient même avoir peur de penser à ça, alors qu'ici, il faut s'en occuper d'une manière ou d'une autre, et nous le faisons.

Il y a beaucoup de problèmes différents liés à l'armée, mais pourquoi est-on même en train de parler de l'armée ? Parce que plusieurs centaines de membres de notre syndicat ont été appelés dans l'armée, mais ont encore leur emploi. Leurs contrats de travail ne sont pas suspendus. Ils ne le sont pas encore, mais tout peut arriver. Ils sont membres de notre syndicat et le restent. Tout est entremêlé ici : les relations de travail, la situation des entreprises, la situation dans la ville, les différentes relations personnelles. On peut dire que le syndicat s'occupe de tous ces domaines. La législation en Ukraine a été extrêmement libéralisée. Les soldats sont aussi des travailleurs, et les syndicats dans l'armée ne sont pas reconnus. Il est vrai qu'un soldat dans l'armée ne peut pas être licencié, il peut seulement être tué ou blessé. En ce qui concerne l'aide humanitaire, nous accomplissons nos missions avec en tête les membres de notre syndicat. On peut dire qu'on a déplacé les activités du syndicat vers le domaine militaire. Je ne sais pas ce qu'il en est dans d'autres pays, mais en Ukraine les syndicats n'existent pas dans l'armée, il y a même une interdiction des syndicats dans les structures militaires. On a essayé auparavant d'y établir des syndicats, mais ils ont rapidement été détruits.

Et où servent les membres de votre syndicat, sont-ils ensemble ou dans des unités différentes ?

La plupart servent ici. Avant la guerre et au début de la guerre, des unités de la défense territoriale ont été formées ici. Il y avait ce que j'appellerais de la sous-traitance pour l'armée. Ça peut sembler ridicule, mais j'ai parlé avec un de nos militants aujourd'hui, et il y a beaucoup de nuances légales autour des statuts des combattants. D'un côté, ils sont militaires, d'un autre côté ils ne le sont pas, et d'un troisième ce n'est pas clair du tout. Mais quoi qu'il en soit, nos hommes sont partout, de Kharkov à Kosy Kinbursk. J'ai des contacts pratiquement tout le long de la ligne de front.

Quelle est l'attitude des membres de votre

syndicat vis-à-vis de la guerre, maintenant ? Qu'est-ce qu'ils espèrent, qu'est-ce qu'ils attendent ?

La majorité des gens attend la victoire. On espère la victoire mais on a aussi une approche de classe.

Qu'est-ce qui peut changer après la victoire, à Kryvyi Rih et en Ukraine ?

Personnellement, j'espère que la confiance en soi grandira, au sein du peuple. Ces dernières décennies, les gens ont perdu la foi en eux-mêmes et dans ceux qui les entourent. Dans les organisations sociales, dans les syndicats, dans l'armée. L'armée aujourd'hui bénéficie d'un très grand soutien, même si tout le monde sait qu'il y a des problèmes. Dans notre pays, l'armée et le peuple sont une seule et même entité. C'est la différence entre notre armée et l'armée russe, ici tout le monde, même s'il n'est pas au front, aide et participe. Je voulais aussi parler de ça, on a une mobilisation interne, horizontale, qui peut permettre de corriger les erreurs commises par les autorités. Je veux dire, plutôt dans le domaine économique, pas dans le domaine militaire.

Et quelle est la situation à Kryvyi Rih maintenant, il semble y avoir de nouveau des bombardements ?

La situation est très difficile. Il n'y a pas d'électricité dans la moitié de la ville, six cents personnes, des mineurs, sont sous terre. Il y a seulement une demi-heure, j'ai reçu les dernières informations sur leur évacuation. Aujourd'hui j'ai pensé qu'on devrait utiliser Starlink, parce que très souvent il n'y a pas de moyen de communication. Quoi qu'il en soit, vous connaissez certains de nos hommes, récemment je ne pouvais pas communiquer avec eux, l'internet était coupé, même les réseaux mobiles étaient coupés. On a de plus en plus de problèmes avec l'électricité et les connexions, et tout indique que la période hivernale va être très tendue.

Est-ce que quelque chose a changé dans la ville après la libération de Kherson et des villes alentour ? [La conversation a eu lieu quatre jours après le retrait des troupes russes de Kherson].

L'état d'esprit a changé. J'ai rencontré des gens de l'oblast de Kherson qui vivent maintenant à Kryvyi Rih, ils se préparaient à rentrer chez eux, à la campagne, dans des petites villes. Mais dans quel état d'esprit on peut être quand on arrive chez soi et que sa maison n'est plus là. Dans certains villages il n'y a plus de maisons du tout, comme pendant la Seconde Guerre mondiale. Ce n'est pas juste qu'il n'y a plus de toits, il n'y a plus de bâtiments du tout. Volodya, un mineur de Kryvyi Rih, était dans le sud. Il a dit que la puanteur était horrible, à cause des cadavres. C'est pourquoi il n'y a pas d'euphorie, même s'il y a de la joie suite à la libération de Kherson. C'est difficile là-bas, il n'y a pas d'eau ni d'électricité, pas de gaz, dans une ville de près de 350 000 habitants. Maintenant c'est peut-être 150 000, parce que plus de la moitié de la population a quitté la ville. Ils disent que plus de 100 000 personnes sont parties en Russie, mais à ma connaissance, la

plupart sont allés directement en Pologne via la Lettonie et la Lituanie. Maintenant, tout le monde a peur que nous soyons obligés de mener des négociations. La situation en Ukraine pourrait rester ainsi pendant plusieurs années encore.

Je voulais également que vous nous parliez de la situation et du rôle des femmes dans le mouvement syndical à Kryvyi Rih.

A Kryvyi Rih, les mineuses jouent un rôle primordial dans notre organisation. La grève de 2020 a reposé en grande partie sur les épaules des femmes. Elles ont été très actives. Il y a des mines dans notre ville où travaillent plus de femmes que d'hommes. Les femmes ressentent la protection que leur offre le syndicat. Elles comprennent que s'il n'y avait pas eu de syndicat ni de grève en 2020, elles devraient travailler cinq ans de plus, et elles auraient deux semaines de vacances en moins. Aujourd'hui, les mineurs ont en moyenne 52 jours de vacances, et il y avait une proposition de les réduire à 28 jours. Il est évident qu'il faut se battre pour ça. Dans notre syndicat, les femmes représentent environ 30 % des membres, ce sont des mineuses et des travailleuses de la métallurgie.

Et comment la guerre les a-t-elle affectées ?

Il y a des femmes qui sont parties au front, il y a des membres de notre syndicat qui sont en ce moment au combat. Certaines femmes sont parties en Pologne ou en République tchèque au début de la guerre. La plupart sont revenues. La majorité des femmes est maintenant ici, au travail.

Voulez-vous ajouter quelque chose, peut-être y a-t-il quelque chose que vous aimeriez dire que je n'ai pas demandé ?

Je suis très reconnaissant à votre organisation, je suis heureux qu'on se soit rencontrés. On a déjà reçu plusieurs fois votre délégation, et vous êtes en train de réaliser un film sur nous. Comme ça plus de gens sauront qui nous sommes. Nous nous battons depuis plusieurs décennies. Maintenant on sait plus de choses sur nous et ça nous donne plus de force, à la fois à nous et à vous. Plus nous échangerons, plus nous serons forts, j'en suis convaincu.

Qu'attendez-vous du mouvement syndical international ?

J'attends avec impatience la consolidation au niveau international du mouvement syndical indépendant, c'est très important. Le mouvement syndical dans le monde a été établi il y a longtemps, mais de mon point de vue, il a été entièrement bureaucraté. Ces structures ne s'occupent pas d'activités syndicales, mais plutôt d'activités culturelles et littéraires. Il y a les structures des syndicats et il y a les membres des syndicats, qui sont séparés. Nous sommes en train, avec vous, de changer cela. J'espère que nos rencontres et nos discussions permettront de créer tout cela à partir de rien. Merci, et victoire à tous !

Interview réalisée par Ignacy Jóźwiak (Inicjatywa Pracownicza – Initiative des Travailleurs en Pologne)

DEUX CONVOIS À L'INITIATIVE DU RÉSEAU SYNDICAL INTERNATIONAL DE SOLIDARITÉ ET DE LUTTES EN MAI ET SEPTEMBRE 2022



Solidaires anime un réseau international de syndicats engagés dans l'action internationaliste et la lutte quotidienne en défense des travailleurs et travailleuses. Avec ce réseau 2 convois ont été réalisés en mai et septembre 2022 en solidarité avec les travailleur-euses d'Ukraine. Y ont participé des membres des organisations suivantes : ADL-Cobas d'Italie, Cobas de l'Etat espagnol, CSP Conlutas du Brésil, Solidaires et Emancipation de France, Initiative des travailleurs de Pologne, ce dernier syndicat ayant été particulièrement actif dans l'organisation de la logistique des convois. Une campagne de dons a continué et contribue à financer de nouveaux besoins.

Le premier convoi s'est rendu à Lviv et des premiers contacts ont été pris avec des syndicalistes indépendants cheminots, du syndicat des mineurs notamment ainsi qu'avec des activistes du mouvement social et des militantes féministes. Cette première action de solidarité a été très appréciée parce l'aide matérielle qu'elle a apporté (générateurs, tronçonneuses, vêtements...) mais aussi beaucoup pour la rencontre qu'elle a permise en particulier le 1er mai en cette période de guerre.



Nous y avons confronté aussi le positionnement pris par notre syndicat avec ce que nous y avons vu : un peuple en arme, des travailleurs et travailleuses engagés, des syndicalistes combattifs face au patronat et à leur propre gouvernement. Ainsi en organisant la solidarité concrète nous sommes aussi plus à même de comprendre ce qui se joue en Ukraine.



Le deuxième convoi nous a amené fin septembre à Kryvyi Rih, ville minière à 100 km du front, où le syndicat des mineurs est particulièrement important, engagé dans la défense territoriale par la présence d'un quart de ses membres, et en même temps particulièrement actif à défendre les droits, les salaires, les conditions de vie et de travail de ceux et celles qui subissent tant l'agression militaire que la pression patronale. Nous y avons amené des générateurs, tronçonneuses, du matériel de soin d'urgence, d'autodéfense, des talkies walkies, des vêtements chauds, des produits alimentaires et d'hygiène... Ces rencontres ont été importantes pour montrer que le mouvement ouvrier et syndical dans les autres pays est non seulement attentif à ce qui se passe en Ukraine mais entend soutenir ceux et celles qui lui ressemblent dans leurs combats actuels. Ils et elles en ont besoin, leur engagement et le soutien que nous leur apportons seront des éléments pour l'avenir, pour la paix, pour la justice sociale.

**Les nombreuses publications
du Réseau syndical international
de solidarité et de luttes sont ici :**
laboursolidarity.org/fr/campagne